Lors de son congrès de juin 2010, la Ligue de l'enseignement a adopté un manifeste intitulé « Faire société ». Pourquoi un tel manifeste, quelle en est la fonction, quel peut en être l'usage ?

Le manifeste « Faire société» : mode d'emploi

Joël Roman

Il n'est guère habituel qu'une association d'éducation populaire adopte un manifeste à tonalité d'analyse générale de la société. Ce genre est plutôt attendu du côté des partis politiques. Or, non seulement la Ligue de l'enseignement se dote d'un tel manifeste, mais celui-ci va bien plus loin que la littérature politique ordinaire. En effet, il propose un diagnostic des principales mutations de notre société (mondialisation, individualisme, règne du marché), dont il évalue les menaces mais aussi les opportunités, et il redéfinit dans ce contexte les valeurs qui fondent l'action de la Ligue, mais plus généralement celles de la gauche: justice sociale, liberté, solidarité et responsabilité. Il propose enfin de redéployer l'action collective autour de quatre axes majeurs : recomposer l'action publique, renouveler les pratiques démocratiques dans la société des individus, repenser les solidarités, développer une politique de la reconnaissance. On le voit, le propos est ambitieux, et touche bien entendu au politique au sens le plus plein. Ce n'est pas par goût des titres chocs que le manifeste s'intitule « Faire société » : c'est bien parce que tel est le défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, que ce manifeste prétend relever.

Que veut dire « Faire société » ?

L'expression, empruntée à Jacques Donzelot [1], désigne la nécessité où nous sommes de changer de grille d'analyse : longtemps il s'est agi de changer la société voire de changer de société : maintenant la question doit être prise en charge au niveau même du lien social naissant. Autrement dit la société ne va plus de soi, chacun d'entre nous en porte la responsabilité et les institutions collectives, politiques et de la société civile, ont la société en charge. L'enjeu est donc de redonner un espace pour la mobilisation civique des individus.

On peut le dire d'une autre manière : la question politique a changé de sens. Il ne s'agit plus seulement de savoir dans quelle direction doivent pencher les grandes régulations collectives, de savoir : si l'équilibre des politiques structurelles (santé, éducation, logement, culture, travail) doit l'être davantage du côté de l'égalité ou davantage de celui de la liberté, mais de décider de la signification que nous donnons individuellement et collectivement aux institutions collectives elles-mêmes. La situation nouvelle où nous nous trouvons exige de faire sa place à l'individu, mais aussi de lui demander d'assumer un engagement en faveur des institutions.

---

1 Jacques Danzelat, Catherine Mévei, Anne Wyvekens, *Faire société. La politique de fa vilfe aux ÉtatsUnis* et *en France,* Paris, Le Seuil, 2003.

Faire évoluer le rôle des individus

La nouvelle place de l'individu, de nombreux signes l'attestent : la plupart des politiques publiques ont désormais besoin que les individus les co-construisent, voire les initient. L'idée de politiques actives d'accompagnement de parcours demande la collaboration active de ceux qui n'en sont plus simplement les bénéficiaires mais les acteurs. Il s'agit désormais de baliser des parcours individuels et non plus seulement d'ouvrir des guichets collectifs.

Mais la contribution des individus va plus loin : ils exigent d'être davantage consultés, écoutés, entendus : de participer pleinement à la décision collective. Par ailleurs, ils ne sont pas seulement sollicités pour se soumettre aux lois ou pour bénéficier de services mais appelés à modifier leur comportement : le défi écologique et environnemental a certes besoin, de mesures législatives et d'investissements d'avenir, bref de décisions qui se prennent à échelle collective et institutionnelle, au niveau des États ou de l'Europe ou mieux même au niveau des institutions internationales ; mais il impose aussi de modifier les comportements individuels, en responsabilisant les personnes : tri des déchets, économies d'énergie, bon usage de l'automobile. C'est aussi le cas des conduites de prévention en matière de santé (utilisation du préservatif, baisse de la consommation de tabac ou d'alcool). On pourrait en dire autant du *care,* façon nouvelle de traduire la question de l'assistance, qui met l'accent sur le souci de l'autre, de son autonomie et du respect qui lui est dû, même en situation de dépendance.

Un autre domaine met en évidence la question de la responsabilité individuelle et le lien entre décision politique et éthique individuelle et souligne à quel point nos comportements individuels ont une signification collective : il s'agit de la façon dont nous traduisons les valeurs auxquelles nous faisons référence dans nos comportements et nos conduites quotidiennes : rémunérations, modes de consommation, etc. L'éthique personnelle a ici une signification politique et sociale.

L'éducation populaire en première ligne

L'enjeu central que traduit la tonalité générale du manifeste est le suivant : nous ne pouvons plus nous en remettre à des changements politiques structurels. Ceux-ci, certes, sont importants, décisifs à bien des égards, mais eux-mêmes exigent la collaboration active des individus. C'est pourquoi la question posée est en fait celle d'une refondation de l'éducation populaire : plus que jamais, celle-ci est en première ligne s'il est vrai quelle se situe bien au carrefour du changement des mentalités, du changement des comportements et du changement politique. Mais, à la différence de ce qu'elle fut dans la phase initiale, où elle accompagnait la naissance de la République et où il s'agissait, selon le mot de Jean Macé, de « faire des électeurs », l'éducation populaire ne peut plus être une démarche descendante qui mobilise les instruits pour porter les Lumières aux moins instruits et aux démunis. Ce modèle, qui a longtemps marqué l'éducation populaire en France, à la différence d'autres traditions nationales qui s'appuyaient davantage sur des formes d'éducation mutuelle, a ancré celle-ci dans le sillage de l'éducation nationale. C'est peut-être de ce schéma qu'il nous faut maintenant sortir ...

Du bon usage des principes républicains

Que faire et comment ? Et quelle est la portée, dans ce contexte, du manifeste « Faire société » de la Ligue ? Certes, celui~ci n'est pas immédiatement opérationnel : un manifeste n'est ni un programme, encore moins un plan d'action, dont on pourrait décliner les étapes dans un avenir balisé. Il affirme des principes, donne un sens à l'action, établit des priorités.

Les principes sont bien entendu les principes républicains qui guident la Ligue de l'enseignement depuis sa fondation. Mais ils sont pris ici dans un éclairage qui est, lui, résolument contemporain. C'est ainsi que le manifeste affirme : « L'invocation essentielle des grands principes républicains sert trop souvent de prétexte pour ignorer les transformations de notre société et préférer les certitudes d'un idéal théorique aux difficultés de sa traduction en objectifs politiques concrets. » Pas d'invocation abstraite de ces principes, donc, qui est au mieux vaine, et au pire sert parfois à couvrir des logiques d'exclusion qui sont elles bien réelles. Entendre invoquer chaque jour le pacte républicain par ceux qui foulent aux pieds les traductions essentielles qui lui ont été données au fil des combats du xx^{e} siècle a quelque chose d'obscène : une politique autoritaire, qui cherche à briser le contre-pouvoir des assemblées locales et territoriales et renforce considérablement celui des préfets ; une politique fiscale, qui, contre vents et marées et au mépris de toute rationalité économique, par pur choix idéologique, tourne le dos à l'égale contribution de chacun en fonction de sa fortune pour opérer un redistribution à l'envers, des pauvres vers les riches ; une politique sociale qui ignore la solidarité, ajoute l'opprobre à la misère, absout la fraude et la corruption et stigmatise la responsabilité individuelle des accidentés de la vie ; une réforme des retraites qui prend prétexte d'évolutions démographiques réelles pour accabler les carrières longues, les professions pénibles, les femmes ayant élevé des enfants ; une politique scolaire qui ne se soucie que des élites et enfonce le système scolaire dans la dualisation des parcours, abandonnant des zones entières à leurs difficultés ; une politique de sécurité qui confond présence policière et harcèlement, qui promeut la responsabilité collective des familles en difficulté, qui enferme des personnes n'ayant commis aucun délit au nom de leur « dangerosité » supposée (au rebours de trois siècles d'évolution du droit pénal), qui associe immigration et insécurité, stigmatisant ainsi plusieurs millions de nos concitoyens ; une politique d'immigration enfin, qui utilise désormais clairement les immigrés comme boucs émissaires et alimente ouvertement le racisme et la xénophobie, et va chercher dans les pages les plus sombres de notre histoire les moyens de trier les Français en fonction de leurs origines.

Au contraire, la Ligue de l'enseignement propose de traduire les principes républicains dans des orientations adaptées aux évolutions de notre société (« faire vivre la République ») en intégrant le souci de l'environnement et d'un avenir durable, en promouvant les libertés individuelles, en recherchant les moyens d'une extension de la démocratie qui associe étroitement la société civile, en valorisant la solidarité collective envers les plus démunis, en intégrant les nouveaux biens communs, au premier chef information et communication, à des régulations publiques, en confortant la démocratie locale et la solidarité entre les territoires, en recherchant les moyens d'une justice sociale qui intègre la dimension décisive de l'éducation et de la formation, en choisissant franchement la voie de la confiance, de la fraternité et de la reconnaissance pour assumer une société devenue multiculturelle.

Le sens renouvelé de l'éducation populaire

Ainsi, plutôt que par la proclamation de valeurs abstraites, se trouve éclairé le sens de l'action de la Ligue de l'enseignement. Celui d'une fédération d'éducation populaire qui réaffirme ce choix fondamental, en donnant à ce mot sa pleine acception. Mais aussi celui des actions quotidiennes des fédérations, confrontées, à travers les activités sportives, culturelles, péri-scolaires, de vacances et de loisirs, à cette société en mutation et à ces nouveaux défis. Celui aussi des partenariats que la Ligue entend nouer avec les autres fédérations d'éducation populaire, avec le monde associatif, syndical et aussi politique, avec ses interlocuteurs institutionnels, les collectivités locales et territoriales et l'État. En particulier, le manifeste permet de fonder l'autonomie d'action et d'éviter toute instrumentation de l'action associative, voie dans laquelle l'État mais aussi parfois certaines collectivités se sont engagés. Il fournit aussi les bases d'une interpellation des responsables de politiques publiques, nationales ou locales. Il invite enfin à explorer des voies nouvelles qui répondent à des questions complexes : comment se prémunir du consumérisme ambiant tout en reconnaissant la légitimité des demandes individuelles, comment articuler le pluralisme légitime du monde associatif sans verser dans la concurrence de marché, comment offrir à tous des perspectives communes tout en respectant les demandes légitimes de reconnaissance d'identités singulières ?

Une hiérarchie des priorités

Enfin, le manifeste propose une hiérarchie des priorités. D'abord, privilégier le souci du long terme sur celui du court terme, même si parfois les urgences de l'action et les préoccupations du quotidien peuvent être pesantes. Mais l'éducation populaire est un travail de longue haleine, parfois peu visible, qui exige avant tout de la continuité et de la cohérence. Dans un monde dominé par la vitesse et le faire savoir au lieu du faire, cette exigence, difficile à tenir, est plus que jamais nécessaire. Ensuite, les quatre axes proposés pour l'action « recomposer l'action publique », « renouveler les pratiques démocratiques », « repenser les solidarités dans la société des individus » et « développer une politique de reconnaissance » sont bien ceux des défis principaux auxquels notre société est aujourd'hui confrontée, et ils répondent parfaitement aux motivations d'une association d'éducation populaire, partenaire essentiel de l'action publique, acteur et vecteur de la démocratie, opérateur de solidarité et aux prises avec la diversité des demandes individuelles.

Faire vivre ce manifeste est ainsi une tâche de grande ampleur, qui doit chercher à associer tous les partenaires de la Ligue de l'enseignement. Cela implique de commencer par en mettre le contenu en débat, avec ces partenaires et avec les populations concernées. Bref, de commencer, ici et maintenant, à « Faire société ».

Agrégé de philosophie, directeur de la collection Pluriel (Hachette Littératures), **Joël Roman** est membre du Comité de rédaction de la revue Esprit et du Comite d'orientation de *Diasporiques.*